

# Comité Scientifique de la Convention Pluriannuelle de Partenariat (CPP) sur la Transition Écologique Juste.

## 6 et 7 décembre 2022 – Paris (France)



# LIVRET D'ACCOMPAGNEMENT

Secours Catholique – Caritas, Paris, France  
Gemdev, Aubervilliers, France  
Ciedel, Lyon, France

## INTRODUCTION

Le programme alliant le Secours Catholique -Caritas France et ses partenaires dans quatre régions (Afrique, Amérique latine, Asie-Europe orientale, Moyen Orient) ainsi que des partenaires de recherche internationale, vise à renforcer les capacités des communautés vulnérables et des partenaires pour renforcer leur pouvoir d'agir, concevoir ensemble et promouvoir une Transition Écologique Juste et pour qu'ils y contribuent sur leurs territoires.

Ce concept de Transition Écologique allie les dimensions sociales, environnementales, économiques, politiques, culturelles et spirituelles du développement. Le programme est une opportunité pour favoriser des réponses locales articulées à une problématique globale, pour analyser les facteurs de changement d'échelle, pour donner une visibilité régionale et internationale aux alternatives et pour définir et promouvoir un positionnement commun amenant à des changements systémiques et structurels.

l'Objectif global et la valeur ajoutée attendue : Soutenir les populations vulnérables et renforcer le pouvoir des acteurs de concevoir et promouvoir une transition écologique juste afin qu'ils y contribuent dans leurs territoires

Quatre axes stratégiques transversaux soutiennent l'objectif global et seront une grille de collecte de données sur les projets terrain qui serviront à alimenter la réflexion et ainsi définir la vision et l'expression de ce qu'est une transition écologique juste :

- Axe 1 : Les niveaux d'échelles/les enjeux de territoire ;
- Axe 2 : Les changements structurels et la modification des rapports de force ;
- Axe 3 : Le savoir, la compétence, la technicité et l'innovation ;
- Axe 4 : Le renforcement du pouvoir d'agir/ l'accompagnement des acteurs

La CPP est mise en œuvre en collaboration avec 23 partenaires de terrain. Ce sont des associations Caritas (membres du réseau Caritas Internationalis), d'autres acteurs d'églises et des associations de la société civile (nationales et/ou locales, des groupements, des collectifs, des coopératives). Ils sont soit directement bénéficiaires à travers la mise en œuvre d'activités sur le terrain (17 partenaires de cercle 1), soit mobilisés pour participer aux échanges de connaissances et aux réflexions stratégiques et ne reçoivent pas de rétrocessions (6 partenaires de cercle 2). Les partenaires de la CPP travaillent avec leurs réseaux, y compris des organisations de la société civile, notamment des organisations autochtones et des associations locales ainsi que des instituts de recherche.

Aussi, deux partenaires dits plus spécifiquement "**partenaires de recherche**" collaborent avec le SCCF pour animer une réflexion autour de la Transition Écologique Juste et organiser des activités de recherche-action et de capitalisation tout au long du programme : le Centre International d'Etudes pour le Développement Local (CIEDEL) et le Groupement pour l'Étude de la Mondialisation et du DÉveloppement (GEMDEV). Associés au pilotage et à la gouvernance de la CPP, ils contribuent ainsi à la conceptualisation de la Transition Écologique Juste, des moyens pour la favoriser, de ses modes opératoires, et à l'analyse des dynamiques suivies dans les



territoires sur ces enjeux. Basés en France, ils travaillent en collaboration et en synergie avec les partenaires locaux de terrain et de la recherche, afin d'assurer la capitalisation des expériences, la production de connaissances par des recherches de terrain structurantes et comparatives, ainsi que la diffusion des savoirs et des positionnements stratégiques, tout en soutenant le suivi et l'évaluation des axes transversaux du programme.

Le CIEDEL travaille avec certains partenaires à la production de connaissances par la capitalisation des expériences, la conception de contenus et la pédagogie des démarches de renforcement des capacités à partir des expériences capitalisées. Les sujets des capitalisations seront définis avec les partenaires, à partir des réalités locales, et en coordination avec le comité scientifique. Le GEMDEV assure l'animation scientifique et la coordination de ce comité, la valorisation et la diffusion des productions de la recherche-action tout le long du programme, contribuant avec le CIEDEL à la formalisation et à la co-définition des termes d'une Transition Écologique Juste et de ses concepts opératoires, via la valorisation des capitalisations des différentes actions de terrain. Le GEMDEV assurera également l'évaluation interne du programme et sa mesure d'impact. Ces deux partenaires de la recherche travaillent en étroite collaboration : ils assureront la mobilisation des chercheurs et des universitaires dans les pays concernés par la CPP en lien avec les partenaires, par le biais de leurs réseaux respectifs, et ils contribueront à la construction d'argumentaires pour le plaidoyer.

**Le Comité scientifique**, quant à lui, assurera le rôle de pilotage des activités ; il assurera l'animation de la recherche ; il suivra les projets Recherche-Action ; il valorise les connaissances produites ; il identifiera et choisira les axes thématiques et il suivra l'animation scientifique de la CCP.

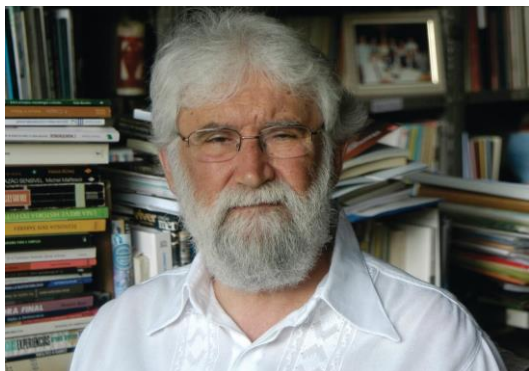
Le Comité Scientifique de la convention Pluriannuelle de Partenariat (CPP) sur la Transition Écologique Juste se tiendra pour la 1<sup>ère</sup> fois les 6 au 7 décembre 2022 à Paris,

L'objectif principal de cette rencontre est de partager et d'échanger collectivement une réflexion sur la « Transition Écologique Juste ».

Les objectifs secondaires de cette rencontre sont de définir en commun les prochaines thématiques de recherche et d'animation scientifique.

Le présent livret d'accompagnement permet aux participants et participantes au comité de disposer de diverses informations, en amont et pendant la rencontre. Vous y trouverez des informations sur les personnes conviées, le programme détaillé, ainsi que des informations pratiques.

## Les membres du Comité scientifique



**Leonardo Boff** est l'un des chefs de file de la théologie de la libération au Brésil dans les années 1970-1980. Il est récipiendaire du prix Nobel alternatif en 2001.

Dans son allocution au troisième Forum mondial théologie et libération, à Belém en janvier 2009, Leonardo Boff se déclare partisan de l'hypothèse Gaïa du scientifique James Lovelock, qui soutient que la terre fonctionne comme un super-organisme auto-régulé : « L'écologie doit être comprise non pas comme un procédé technique de gestion des ressources, mais un art, un nouveau paradigme de la relation des êtres humains à la terre et la nature », déclare

Léonardo Boff. « Sinon, la terre va continuer, mais sans nous, sans êtres humains. » En 2010, il s'oppose publiquement, comme de nombreuses autres personnalités, au barrage de Belo Monte. Leonardo Boff reçoit un doctorat *honoris causa* de la Faculté de théologie de l'université de Neuchâtel le 7 novembre 2009.

**Pamela Cartagena** est directrice nationale du Centre de Recherche et Promotion de la paysannerie (CIPCA) à La Paz. Elle a étudié l'agronomie en Bolivie, et un master en ressources naturelles et développement rural au Chiapas, Mexique. Elle a travaillé dans plusieurs institutions en rapport avec le développement rural et les peuples paysans autochtones, en Bolivie comme au Mexique. Dès 1998, elle est en lien avec le CIPCA comme doctorante, puis technicienne de terrain dans l'altiplano, par la suite comme directrice du CIPCA dans la région amazonienne. Le CIPCA est une ONG



bolivienne dont la mission est de "contribuer à l'exercice effectif des droits des peuples autochtones et paysans, et apporter à la construction d'une Bolivie démocratique, équitable et interculturelle, économiquement et écologiquement durable", ces 4 objectifs stratégiques actuels sont les droits des peuples autochtones paysans, le développement rural avec approche territoriale, la gouvernance environnementale, et l'impact. Si la relation entre CIPCA et le SCCF date des 20 dernières années, Pamela a partagé une relation proche depuis 2016, en faisant le pari commun de la recherche et consolidation de modèles productifs alternatifs basés sur l'agroécologie, qui constitue la base d'une transition écologique juste



**Mamadou GOÏTA** est socio-économiste du développement et Ingénieur en gestion des systèmes d'éducation et de formation est le Directeur Exécutif de l'Institut de Recherche et de Promotion des alternatives en Développement (IRPAD). Il a travaillé successivement avec l'UNICEF au Mali, le PNUD, Oxfam Solidarité Belgique, le Forum Social Mondial et ACORD avant IRPAD. Il est chercheur et enseigne à l'Université de Ouaga II, à l'ENEA de Dakar. Il a été Directeur du cours "gestion des ressources naturelles et développement de l'Afrique" de l'ISS (Institute for Security Studies), Directeur de l'Institut "gouvernance" 2014 du CODESRIA sur les crises et la résilience en Afrique. Son champ

de recherches inclut entre autres l'agriculture et l'alimentation, la prévention et la gestion des conflits, les questions de marchés notamment des marchés territoriaux ces dernières années, les questions des industries extractives, la migration etc. Il a travaillé sur plusieurs études et recherches dans différents domaines sur tous les continents du monde et est membre de plusieurs Conseils d'administrations. Il est membre du panel de IPES Food, membre fondateur de AFSA et siège dans plusieurs Conseils notamment AMASSA (Afrique Verte Mali), USC Canada, Enda PRONAT, COPAGEN etc.

**François HERAN** occupe depuis 2018 la chaire Migrations et sociétés du Collège de France. Agrégé de philosophie, titulaire d'une thèse de 3<sup>e</sup> cycle et d'une thèse d'État en anthropologie, il a séjourné plusieurs années en Espagne et en Bolivie, avant de diriger la division des enquêtes et études démographiques de l'INSEE (1993-1998), puis l'Institut national d'études démographiques (1999-2009). Depuis 2017, il anime l'Institut Convergences Migrations coordonné par le CNRS, où sont affiliés quelque 650 chercheurs.

Il a publié notamment *Le Temps des immigrés. Essai sur le destin de la population française* (La République des idées / Seuil, 2007), *Figures de la parenté : une histoire critique de la raison structurale* (PUF, 2009), *Avec l'immigration : mesurer, débattre, agir* (La Découverte, 2017), *Migrations et sociétés* (Fayard, 2018), *Lettre aux professeurs sur la liberté d'expression* (La Découverte, 2021), *Parlons immigration en 30 questions*, 3<sup>e</sup> édition refondue (La Documentation française, 2021). Il a codirigé avec James Hollifield, Philip Martin et Pia Orrenius la 4<sup>e</sup> édition de *Controlling immigration. A comparative perspective* (Stanford UP, 2022).





**Yvan LECOQ** est salarié de l'association Grdr ([www.grdr.org](http://www.grdr.org)), et responsable de l'unité chargée du suivi –évaluation et de la capitalisation des programmes mis en œuvre en Afrique de l'ouest (Mali, Mauritanie, Sénégal, Guinée-Bissau et Guinée).

Agro-économiste de formation, il a notamment coordonné et/ou contribué à différents travaux centrés sur l'analyse des dynamiques territoriales et des systèmes alimentaires. Depuis 2018, il coordonne la publication « d'Histoires Sahéliennes- Une aventure dessinée en 6 épisodes », réalisée en collaboration avec l'illustrateur TT Fons (<http://www.grdr.org/Histoires-saheliennes-Episode-1-Dakar>).

**Achille MBEMBE** est historien, politologue et un enseignant universitaire camerounais. Reconnu comme l'un des plus grands théoriciens actuels du post-colonialisme, Il est intervenu dans de nombreuses universités et institutions américaines dont l'université Columbia de New York, la Brookings Institution de Washington, l'université de Pennsylvanie, l'université de Californie, Berkeley, l'université Yale mais aussi au Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (Codesria) à Dakar au Sénégal. Il est actuellement membre de l'équipe du Wits Institute for Social & Economic Research (WISER) de l'Université du Witwatersrand de Johannesburg en Afrique du Sud. Ses principaux centres d'intérêts sont l'histoire de l'Afrique, la politique africaine et les sciences sociales.



**Francine NTOUMI** est Présidente de la Fondation congolaise pour la Recherche Médicale, Professeure en épidémiologie moléculaire des maladies infectieuses à l'Institut de Médecine tropicale de l'Université de Tübingen en Allemagne).

Francine Ntoumi est la Première femme africaine responsable du secrétariat de l'Initiative Multilatérale sur le paludisme, et Francine Ntoumi est très engagée dans le renforcement des capacités de recherche en santé sur le continent africain. Cet engagement lui a valu la coordination du réseau régional d'Afrique centrale pour la recherche clinique la tuberculose, le VIH/SIDA, et le paludisme (CANTAM) et du réseau panafricain PANDORA-Id-Net pour la préparation des pays aux flambées épidémiques des maladies infectieuses. Francine Ntoumi est

Présidente du Conseil scientifique de l'Institut de Recherche pour le Développement (France) et membre de nombreux comités scientifiques internationaux (OMS, Africa-CDC, fondation Bill et Melinda Gates, Fondation Mérieux). Elle est aussi membre de l'académie mondiale des sciences. Francine Ntoumi est très attachée à la défense de la place des femmes dans les sciences. Prof. Ntoumi a reçu de nombreuses distinctions nationales et internationales en reconnaissance de ses travaux et son engagement dans la recherche médicale.

**Kako NUBUKPO** est Commissaire togolais au sein de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), chargé de l'agriculture, des ressources en eau et de l'environnement. Il est également Professeur Titulaire et ancien Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) de l'Université de Lomé au Togo. Directeur de l'Observatoire de l'Afrique Subsaharienne à la Fondation Jean Jaurès à Paris, Chercheur au Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), Membre du Conseil Scientifique de l'Agence Française de Développement et Membre du Conseil d'Administration de la Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde (FARM), il est ancien *Fellow* du *Global Economic Governance Program* (GEG) des universités d'Oxford et de Princeton. Il a également été Ministre de la Prospective et de l'Évaluation des Politiques Publiques du Togo entre 2013 et 2015.



**Paulo PETERSEN** est coordinateur de l'association Agricultura Familiar e Agroecologia - AS-PTA et président de l'Association brésilienne d'agroécologie (ABA-Agroecologia).

**Cécile RENOARD** est diplômée de l'ESSEC et docteur en philosophie politique (EHESS), Cécile Renouard est professeure au Centre Sèvres (faculté jésuite de Paris), enseigne à l'Ecole des Mines de Paris et à l'ESSEC. Elle est directrice scientifique du programme de recherche « CODEV – Entreprise et développement », à l'ESSEC, où elle étudie la mise en œuvre par les acteurs privés de leurs responsabilités éthiques et politiques.

Cécile est cofondatrice et Présidente du Campus de la Transition, un lieu d'enseignement, de recherche et d'expérimentation qui entend promouvoir une transition écologique, économique et humaniste à l'échelle des enjeux qui bouleversent notre siècle.

Ancienne administratrice de l'Agence Française de Développement, elle est aujourd'hui membre du conseil scientifique de la Fondation pour la Nature et pour l'Homme, membre du conseil des parties prenantes externes de Michelin et co-présidente du conseil des parties prenantes du groupe EDF.





**Eric SABOURIN** est anthropologue et sociologue, chercheur au CIRAD, Département Environnement et Sociétés, dans l'Unité Art-Dev (Acteurs Ressources et Territoires pour le Développement) et professeur associé au Programme Environnement et Développement Rural (MADER) de l'Université de Brasilia. Mes travaux portent sur l'agroécologie depuis 1998 (auprès des Syndicats Paysans et de l'ASPTA au Nordeste du Brésil). Il a coordonné de 2010 à 2017 le réseau PP-AL "Politiques publiques et développement rural en Amérique Latine" qui a conduit des recherches

sur les politiques en faveur de l'agroécologie en Amérique Latine, en particulier au Brésil. Ouvrages récents : Paysans du Brésil, Sociétés et organisations paysannes: une lecture par la réciprocité (2012), Políticas a favor de la agroecología en América Latina y el Caribe (2017), Public policies for adapting agriculture to climate change in semi-arid Northeast Brazil (2022).

**Vandana SHIVA**, est conférencière, écrivaine et militante féministe et écoféministe indienne. Elle dirige la Fondation de la recherche pour la science, les technologies et les ressources naturelles (*Research Foundation for Science, Technology and Natural Resource Policy*). Elle a reçu le prix Nobel alternatif en 1993. En septembre 2019, elle publie le livre, *1%. Reprendre le pouvoir face à la toute-puissance des riches* aux éditions Rue de l'Échiquier, où elle se penche sur des figures majeures de l'économie mondiale telles que le fondateur d'Amazon, Jeff Bezos, celui de Facebook, Mark Zuckerberg ou encore Bill Gates, fondateur de Microsoft. Elle dénonce l'impact destructeur du modèle de développement économique poursuivi par les multinationales qu'ils ont créées - un impact autant social que politique et écologique, sous couvert de ce qu'elle nomme "philanthrocapitalisme".



**Jean-Michel SOURISSEAU** est économiste, chercheur au Cirad (Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement - France), et directeur adjoint de l'unité mixte de recherche "Acteurs, ressources et territoires pour le développement" (ART-Dev). Après un doctorat sur les stratégies des ménages dans les grands systèmes irrigués en Afrique de l'Ouest, il a travaillé, notamment en Nouvelle-Calédonie, sur la pluriactivité des familles rurales et ses implications pour penser les politiques de développement territorial.

Depuis 2010, il est basé à Montpellier. Il a été responsable de la coordination des événements et de la publication scientifique du Cirad pendant l'Année internationale de l'agriculture familiale (2014), et est aujourd'hui le point focal du Cirad sur ce thème. Il participe activement à la décennie des Nations unies pour l'agriculture familiale, lancée à Rome

en avril 2019. Récemment, ses recherches se sont concentrées sur les voies d'intensification de l'agriculture face aux défis démographiques de l'Afrique subsaharienne, en articulant des approches à l'échelle des ménages et une perspective territoriale et anticipatrice des transformations économiques et sociales au Mali, au Sénégal à Madagascar, au Togo et au Burkina Faso.



**Hélène TORDJMAN** est économiste, maîtresse de conférences à l'université Sorbonne Paris-Nord, directrice de recherche et membre du CEPN (Centre d'Economie de Paris Nord, UMR-CNRS 7234). Elle a travaillé sur la spéculation et l'instabilité des marchés financiers. Elle a ensuite étendu son questionnement à la dynamique d'extension des marchés à de nouveaux domaines, en particulier à la nature (gènes, variétés végétales, « services écosystémiques »), trait caractéristique de la croissance dite verte. L'étude des processus de création de ces nouvelles marchandises fictives (Karl Polanyi) met en lumière le rôle fondamental qu'y jouent la science et la technique ou de ce que Max Weber dénommait rationalisation. Les réponses proposées aujourd'hui à la dégradation de la planète relèvent de ces phénomènes marchand et technique qui nous ont mené là où nous sommes : hautes technologies, « marchés environnementaux », finance « verte ». Elles ne sont de ce fait pas appropriées à l'urgence écologique, qui exige une refondation conceptuelle et matérielle majeure de nos modèles économiques et sociaux.

Dernier livre paru : La croissance verte contre la nature. Critique de l'écologie marchande, Éditions La Découverte, Paris, 2021.



**Aravind UNNI** a obtenu sa licence d'architecte à Jamia Millia Islamia, New Delhi, et sa maîtrise d'architecte à l'université de Californie à Berkeley. Il poursuit actuellement son doctorat sur les mouvements sociaux urbains à l'institut Tata des sciences sociales à Mumbai. Il travaille en tant que responsable thématique de la pauvreté urbaine au sein de l'Indo-Global Social Service Society, et s'occupe des interventions de développement auprès des sections les plus marginalisées des pauvres en milieu urbain dans plus de 30 villes réparties dans 15 États. Son principal domaine d'intérêt pour la recherche et l'action est l'urbanisation et son intersection avec la pauvreté dans les villes. Il a une expérience pratique du travail avec les communautés au cours des six dernières années en matière de planification participative, de formulation de recommandations politiques pour les

préoccupations des gens liées au logement et aux moyens de subsistance, et de plaider pour des villes équitables et justes. Il est actuellement basé à Delhi

**Ismael VEGA DIAZ** est psychologue de l'Universidad Nacional Mayor de San Marcos (UNMSM) et titulaire d'un master en anthropologie de la Pontificia Universidad Católica del Perú (PUCP). Membre du comité exécutif du Centro Amazónico de Antropología Aplicación Práctica (CAAAP), institution dont il a été directeur. Éditeur responsable du magazine Amazonia Peruana. Coordinateur et professeur du Cours sur l'Interculturalité et les Peuples Indigènes d'Amazonie, à l'Université Antonio Ruiz de Montoya (UARM). Il a enseigné à l'Université nationale de San Marcos (UNMSM) et à l'Université Católica del Perú. (PUCP).

Il a diverses publications et recherches sur l'anthropologie amazonienne, la culture politique, les transformations sociales, l'État et les peuples autochtones, et les impacts des industries extractives sur les peuples autochtones





**Valérie VERDIER** est Directrice de recherche à l'IRD, Valérie Verdier était, jusqu'à sa nomination, directrice de l'Unité mixte de recherche Interactions plantes micro-organismes environnement (IPME) et avait la responsabilité de l'un des cinq départements scientifiques de l'IRD : le département Écologie, biodiversité et fonctionnement des écosystèmes continentaux (ECOBIO).

Phytopathologiste, Valérie Verdier est Docteur en sciences végétales de l'Université Paris-Sud (1988) et titulaire d'une Habilitation à diriger des recherches (HDR).

Elle étudie les interactions entre les bactéries phytopathogènes à l'origine d'épidémies sur les plantes cultivées tropicales, et dont la compréhension est un enjeu crucial pour la sécurité alimentaire. Co-auteure de plus d'une centaine de publications scientifiques, elle est reconnue internationalement pour ses contributions fondamentales

à la compréhension des mécanismes par lesquels les bactéries provoquent des maladies notamment sur le manioc et le riz, et aux approches développées pour leur contrôle.